

Rejetons le GATT

A contre-courant des négociations politiques actuelles, Sir James Goldsmith souligne le danger qu'encourt l'Europe à persister dans la voie d'un commerce international dominé par les Etats-Unis et perverti par les délocalisations.

LE LIBRE-ECHANGE à l'échelle mondiale est devenu un principe sacré de la pensée économique, une sorte de dogme moral. Après l'échec du socialisme, le libéralisme devient partout à la mode et nous devons faire face au danger que des idées fausses, attribuées à tort au libéralisme, ne soient mises en pratique sans qu'aient été comprises leurs inéluctables conséquences. Les propositions du GATT¹ concernant le commerce mondial en sont un remarquable exemple.

Il est ainsi admis que la liberté des échanges internationaux augmenterait le volume du commerce mondial. A son tour, celui-ci entraînerait un accroissement de la production et de la productivité apportant à tous, par conséquent, une plus grande prospérité.

Cette théorie se fonde, bien entendu, sur l'œuvre de David Ricardo², économiste du début du XIX^e siècle, et s'appuie en particulier sur deux concepts étroitement liés: la spécialisation internationale et la loi des avantages comparatifs.

Selon Ricardo, chaque nation devrait se spécialiser dans les activités pour lesquelles elle excelle et qui lui procurent un avantage relatif sur les autres pays. Dans les circonstances économiques et sociales qui prévalent actuellement, ces idées sont fausses et, appliquées à l'échelle mondiale, elles provoqueraient des conséquences réellement tragiques.

Comme tout libéral, je crois aux marchés libres. Seules les forces du marché peuvent assurer une concurrence suffisamment vigoureuse pour exercer une pression constante sur les prix; elles seules peuvent maintenir l'exigence d'innover et d'élargir l'éventail des choix.

Lorsque la concurrence fait défaut, les prix ne peuvent être contrôlés par le marché; la seule alternative est alors leur réglementation bureaucratique. Nous avons été les témoins de la faillite d'un tel système. Et qui plus est, lorsque la compétition économique est insuffisante, les entreprises n'éprouvent plus le besoin d'innover, puisqu'elles n'ont pas à affronter la menace de concurrents.

Le manque de concurrence peut être le résultat soit de marchés trop étroits pour permettre à des concurrents adéquats d'apparaître, soit de l'existence de cartels publics ou privés. A l'évidence, la CEE, avec ses 345 millions d'habitants, est d'une taille plus que suffisante pour assurer une concurrence vigoureuse.

¹ Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade).

² Ricardo, D., *Des principes de l'Économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris: Champs/Flammarion, 1977.

Quels sont les principaux arguments pour et contre l'extension du libre marché européen à l'ensemble du globe? Quelles sont nos responsabilités d'ordre moral à cet égard et quelle attitude devrions-nous adopter?

Les partisans du GATT soutiennent ceci:

- L'Europe peut importer à bas prix des pays pauvres les produits requérant beaucoup de main-d'œuvre. Dans ces pays, le coût du travail est, bien évidemment, très bas.
- Il en résultera des transferts de fonds vers les pays pauvres, qui leur permettront d'améliorer leurs conditions matérielles et d'acheter, à leur tour, des produits manufacturés et de l'équipement au monde industrialisé.
- Le commerce et la production mondiale augmenteront ainsi, selon le schéma décrit par Ricardo et ses disciples.
- Un rapport publié par l'OCDE suggère que les propositions du GATT³, si elles étaient appliquées, entraîneraient un accroissement de la production mondiale de près de 200 milliards de dollars.
- L'Europe souffrirait d'être coupée des innovations qui naissent ailleurs dans le monde.

Trop de spécialisation crée un chômage chronique

Les adversaires du GATT, au nombre desquels, bien entendu, je me compte, répliquent:

- Le transfert de productions à utilisation importante de main-d'œuvre vers des régions où celle-ci est bon marché (phénomène bien connu sous le nom de « délocalisation ») a pour conséquence la disparition des industries nationales concernées. Il est évident que celles des industries de nos pays qui utilisent une main-d'œuvre nombreuse et une technologie relativement simple ne peuvent concurrencer celles de pays où le coût du travail représente une fraction du nôtre.

Dans une période de fort chômage, les coûts économiques induits par la croissance du nombre de chômeurs pèsent plus lourd que les économies apparemment obtenues par des importations à bon marché. Quant au coût de la misère et de la déstabilisation sociale, il ne peut être évalué.

- La théorie ricardienne des avantages comparatifs a cessé d'être valable. Par exemple, lorsque Ricardo mesure un avantage, il le calcule en termes monétaires. Si, en France, un article coûte X francs et aux Etats-Unis Y dollars, il suffit de convertir les dollars en francs pour savoir où il est plus avantageux de se le procurer.

Mais les termes de cette comparaison peuvent être soudainement et brutalement modifiés par une dévaluation ou une réévaluation de

³ Goldin, I., and van der Mensbrugge, D., *Trade Liberalization: What's at Stake*, Washington: Banque mondiale et OCDE, 1993.

l'une des monnaies. En 1981, le dollar valait 4,25 francs; en 1985, il a dépassé 10 francs pour redescendre à 4,80 francs en 1992. Il serait tragique de sacrifier, partiellement ou totalement, des branches de l'activité nationale, y compris l'agriculture, sous prétexte de tirer parti d'un avantage qui, d'un coup, pourrait être inversé par une manipulation financière. C'est particulièrement vrai aujourd'hui, au moment où certains pays semblent s'engager dans une période de dévaluations compétitives.

- La théorie de la spécialisation internationale est, elle aussi, aux antipodes de nos besoins. Lorsqu'on se spécialise, il est évident qu'on abandonne certaines spécialités pour se concentrer sur d'autres. Et, bien sûr, dans un pays où le coût du travail est élevé, on ne peut que se spécialiser dans les activités qui utilisent peu de main-d'œuvre. Seules celles-ci peuvent permettre à un pays à hauts salaires d'obtenir un avantage comparatif. Ainsi, la conséquence structurelle de la spécialisation est, immanquablement, le développement d'entreprises toujours plus grandes, la mort des petites et moyennes entreprises, la création d'un chômage chronique. C'est pourquoi, partout dans le monde, nous avons vu aller de pair croissance économique et aggravation du chômage.

- En ce qui concerne le risque d'être coupé des innovations qui naissent ailleurs dans le monde, le marché européen est trop gros pour être contourné. Si une compagnie étrangère met au point un type de produit utile à l'Europe, elle fournirait le marché européen, soit en créant une entreprise en Europe, soit en accordant une licence à une firme européenne qui, elle, fabriquerait ce produit sur le Vieux Continent.

-Et pour en revenir à l'estimation avancée par l'OCDE concernant la croissance qui résulterait de l'application du GATT, il est rarement mentionné que, selon ce même rapport, cette croissance ne serait réalisée que dans dix ans. Elle ne représenterait alors que 0,8 % de la production mondiale. Au demeurant, Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, qualifie ce rapport de « *hautement théorique* ».

Je voudrais examiner maintenant la question de notre responsabilité morale quant à l'ouverture de nos marchés au reste du monde. Je citerai ces passages d'un rapport de Herman Daly et Robert Goodland publié par la Banque mondiale⁴: « *Si, par une politique avisée ou un coup de chance, un pays a pu contrôler sa croissance démographique et assurer à ses travailleurs (c'est-à-dire à la plus grande majorité de ses citoyens) une protection sociale, de hauts salaires, un temps de travail raisonnable, etc., devrait-il permettre que tous ces avantages soient rabaissés à la moyenne mondiale par la concurrence qu'entraînerait un commerce international non régulé? Ce nivellement des salaires se ferait inexorablement par le bas, étant donné la masse considérable et la rapide croissance des populations sous-employées du tiers-monde. Les travailleurs du Nord s'appauvriraient, tandis que ceux du Sud resteraient sensiblement au même niveau de vie.* » « *Comme il est peu*

⁴ Daly, H., and Goodland, R., *An Ecological-Economic Assessment of Deregulation of International Commerce under GATT*, Washington: Banque mondiale, septembre 1992.

vraisemblable que les salaires s'accroissent dans les pays pauvres, étant donné leur surpopulation actuelle et leur rapide croissance démographique, le résultat net pourrait être une transition démographique à l'envers, où l'on assisterait, simultanément, à un accroissement de la population mondiale et à une baisse des revenus dans les pays auparavant à hauts salaires. »

Il semble bien établi que la croissance économique, dans le cadre d'un libre-échange généralisé, ne se traduit pas par une plus grande prospérité des pays moins développés.

Les partisans du GATT prétendent que ce sont les nations du tiers-monde elles-mêmes qui demandent la liberté du commerce mondial. En réalité, ce sont leurs élites qui la réclament. Comme l'a dit sir Alan Walters⁵ à propos de l'aide aux pays étrangers, il s'agit de «faire subventionner les riches des pays pauvres par les pauvres des pays riches».

Le partage du travail est un projet absurde

Avant d'en venir aux conclusions, je voudrais rappeler qu'à chaque époque les lois du commerce sont édictées par la nation industrielle dominante. Au XIX^e siècle, c'était la Grande-Bretagne, au XX^e siècle, cela aura été les Etats-Unis. Et lorsque les autres pays ne sont pas d'accord - l'Europe, par exemple - nous sommes menacés de «représailles ». Mais regardons un peu les chiffres. La balance commerciale de l'Europe avec les Etats-Unis était déficitaire de six milliards d'Ecus en 1989 et de 21 milliards en 1991. N'est-il pas étrange de voir le fournisseur menacer son client, et plus étrange encore, que celui-ci prenne au sérieux ses menaces?

Voici maintenant quelques suggestions:

1) Reconnaissons, une fois pour toutes, que la croissance économique n'a de valeur que pour autant qu'elle renforce la stabilité de nos sociétés et qu'elle en augmente le contentement. Nous devons tirer les leçons des expériences britannique et américaine entre autres. Au cours des cinquante dernières années, leurs économies ont enregistré une croissance respective de 400 % et de près de 300 % mais leurs sociétés vivent pourtant dans un trouble profond.

2) Rejetons la spécialisation. Nous avons besoin, au contraire, d'une économie très diversifiée. Seule la diversification nous permettra de faire participer l'ensemble de nos populations à une économie saine. La spécialisation conduit inévitablement au sous-emploi chronique et à l'absurde projet du « partage du travail », qui s'attaque aux symptômes mais nullement aux causes.

Nous avons besoin d'une société riche d'une multitude d'artisanats et petites ou moyennes entreprises couvrant un large spectre d'activités.

⁵ Ancien conseiller économique de Mme Margaret Thatcher.

3) Nous devons rechercher la « subsidiarité » dans le domaine économique et social, comme nous le faisons dans celui des structures politiques.

J'entends par là qu'il ne faut centraliser que ce qui ne peut être mené à bien sur une base décentralisée; la société doit être fondée sur le développement local plutôt que sur la concentration urbaine. Tout doit être fait pour redonner vie et vigueur à nos provinces.

4) Rejetons le GATT et faisons-le la tête haute et sans complexes. Le GATT est vicié irrémédiablement. Il appauvrira et déstabilisera le monde industrialisé, tout en ravageant cruellement le tiers-monde.

5) Protégeons l'Europe. N'autorisons l'accès à notre marché que lorsque nous y trouverons notre intérêt. Intérêt qui peut être envisagé sous deux aspects: économique et social. Et, naturellement, nous devons avoir plus à cœur les intérêts de nos voisins est-européens que ceux de pays lointains.

Je conclurai par cette citation⁶ de Maurice Allais, Prix Nobel d'économie: « *L'application nécessaire de mesures tarifaires peut se révéler dérisoirement insuffisante. Seule la mise en place de contingents est réellement efficace pour protéger effectivement les économies nationales des effets pervers des variations indues des taux de change.* »

⁶ « Le libre-échange, réalités et mythologies », *Le Figaro*, Paris, 5 mars 1993.